

Objekttyp: **Advertising**

Zeitschrift: **Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile**

Band (Jahr): **47 (2000)**

Heft 10

PDF erstellt am: **30.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Genève

1. *Instruction*: priorité sur les incidents majeurs en fonction des risques et des moyens cantonaux/municipaux à disposition.

Matériel: diminution/gel des acquisitions spéciales, hors dotation OFPC; augmentation des moyens de radiotransmissions (alerte, alarme, information).

Mesures de construction: maintien opérationnel des constructions existantes; planification optimale informatisée de la gestion des abris pour la population. Eviter à tout prix les places excédentaires.

2. Maintien d'un engagement financier; centralisation du recrutement; centralisation et uniformisation de l'instruction de base; centralisation et uniformisation de l'instruction des cadres supérieurs; centralisation des équipements personnels et d'intervention standardisés; centralisation des moyens de promotion de l'institution.

3. Adapter les moyens humains et matériels aux risques de la région.

4. Planification de rappel des réservistes et instruction d'urgence; maintien opérationnel des infrastructures.

5. La tendance en Suisse latine est effectivement de regrouper dans une seule entité et sous une même direction tous les services civils procédant au sauvetage des populations. Le système intégré de protection des populations vise la cohérence (partenariat dans les domaines de prévention, de protection et d'intervention) et la polyvalence (temps de paix ou de guerre). Cette conception de la «sécurité civile» se rapproche de celle appliquée dans pratiquement tous les pays européens où la sécurité est l'affaire de tous et non seulement des seuls «militaires».

Philippe Wassmer



Jura

1. *Instruction*: les bases devront être définies par la Confédération afin qu'un homme instruit à Chiasso puisse également être engagé à Delémont sans refaire toute son instruction. L'instruction devra être adaptée aux dangers et besoins locaux qui, par exemple, ne sont pas identiques dans les cantons alpins, lacustres ou du

Plateau suisse. Moins de monde mais mieux instruit et rapidement engageable.

Matériel: disposer de matériel compatible avec celui des autres éléments d'intervention pour éviter les assortiments à double.

Mesures de construction: maintenir et entretenir les constructions existantes. Eviter les constructions d'abris de moins de 25 places. Disposer ou construire des installations de conduites régionales pour les localités hors zones urbaines.

2. L'attente est celle d'une législation fédérale. Des directives fédérales pour l'instruction, les constructions et le matériel. Un appui financier obligeant les cantons à s'engager également.

3. La cantonalisation doit permettre l'organisation de la protection civile en fonction des conditions locales.

4. La montée en puissance est une période d'aggravation de la situation avant un conflit armé. Selon l'évaluation des risques actuels et à venir, les années précédant la montée en puissance devraient permettre d'adapter l'organisation, l'instruction, l'équipement et les constructions pour assurer la protection de la population en cas de conflit armé.

5. Il n'est pas nécessaire de constituer un Office de la sécurité civile. Nous avons le DDPS. Ce département est en mesure d'assumer la «Sécurité civile et militaire». En ayant la responsabilité, la direction et la conduite de l'armée, la police, les sapeurs-pompiers (à l'avenir), la protection civile.

Charles Socchi



Neuchâtel

1. *Instruction*: mieux adaptée aux nouvelles missions; plus polyvalente; périodes plus longues; imposée à tous les astreints; effort prioritaire aux sections techniques et d'appui.

Matériel: maintien du système standardisé de l'acquisition du matériel; compatibilité recherchée avec le matériel sapeur-pompier et militaire.

Mesures de construction: gestion des places protégées; entretien des constructions nécessaires à la conduite, à l'hébergement et à l'entreposage du matériel.

2. Une législation contraignante évitant de grandes disparités entre cantons; des directives de base dans le domaine de l'instruction; la responsabilité de l'instruction pour les fonctions supérieures; éviter un désengagement total de la Confédération au plan financier.

3. La notion de «cantonalisation» signifie: la prise en charge, comme c'est d'ailleurs le cas actuellement, de la conduite lors d'engagement en cas de catastrophes ou de situations d'urgence; la coordination de tous les moyens à disposition sous le couvert de la notion «Protection de la population».

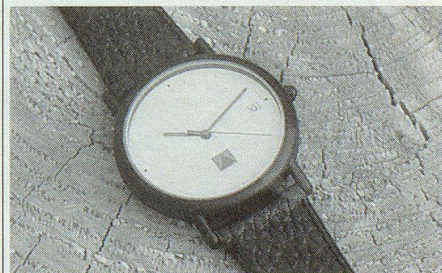
4. La notion de montée en puissance, puisqu'elle concerne les risques inhérents à un conflit armé, relève de la Confédération. Elle implique: la constitution d'une réserve de cadres et de personnel; la mise sur pied d'une instruction ad hoc; l'éventuelle augmentation de l'âge de servir; la préparation des constructions et le contrôle de leur fonctionnement.

5. Il est fondamental que dans le projet Protection de la population, la terminologie protection civile ait été maintenue. Dès lors, il nous paraît logique que l'Office fédéral de la protection civile conserve son appellation, dès le moment où cette offre ne coiffe pas d'autres institutions, telles que les sapeurs-pompiers ou le service sanitaire entre autres. *Pierre Blandenier*

Le rythme à votre poignet!

La nouvelle montre-bracelet de l'USPC est un produit suisse. Élégante avec ses chiffres noirs sur fond gris argent, son boîtier est métallique. Elle donne non seulement l'heure exacte, mais indique aussi la date. Protégée contre les projections d'eau, elle se pare d'un bracelet bleu marine en cuir. Le logo bleu et orange de la protection civile est du plus bel effet.

Fr. 54.-



Le prix s'entend par pièce, plus 7,5 % de taxe sur la valeur ajoutée et frais de port.

Commandes:

Union suisse pour la protection civile
Case postale 8272
3001 Berne
Tél. 031 381 65 81
Fax 031 382 21 02